



**Rapport Financier
Semestriel
2016**

SOMMAIRE

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE	4
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	7
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016	44

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Chailley, le 20 décembre 2016

Damien CALANDRE
Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE

FAITS MARQUANTS

La multiplication des cas d'influenza aviaire dans le Sud-ouest de la France a marqué profondément l'activité de DUC au cours des six premiers mois de 2016.

Le blocage des frontières de nombreux pays comme la Chine et l'Afrique du Sud a provoqué un effondrement des cours de nombreux produits de volailles qui leur étaient essentiellement destinés et l'étiollement au fur et à mesure sur le marché français à cause de l'afflux de marchandises. D'autres produits, comme les pattes de poulet, se sont retrouvés sans marché.

Face à cette situation extrêmement préjudiciable sur le plan du chiffre d'affaires et de la rentabilité, DUC a dû écouler de gros volumes de produits à des prix de dégagements ou de promotions très attractives pour éviter une évolution significative de ses stocks de produits congelés.

En parallèle, un contrat de crédit-bail mobilier a permis de programmer quelques investissements destinés à améliorer sa compétitivité.

Il est à noter également que la concentration d'acteurs de la distribution est un élément très négatif pour DUC qui n'est pas positionné sur le segment des produits standards et qui s'est vu déréférencer d'office dans certains cas.

Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)

Les comptes consolidés condensés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptés au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2016 au 30/06/2016 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Les normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016.

Chiffre d'affaires comparatif

<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015	Variation en %
<i>Premier trimestre</i>	41,09	44,41	-7,49%
<i>Deuxième trimestre</i>	43,93	47,19	-6,92%
1er semestre	85,02	91,61	-7,19%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe DUC au 30 juin 2016 s'élève à 85,02 millions d'euros, en baisse par rapport à la même période en 2015 (-7,19%).

L'activité du Groupe DUC est ainsi directement impactée notamment par :

- 1/ les conséquences de l'influenza aviaire dans le Sud-Ouest, induisant à la fois un blocage des débouchés principaux du Groupe à l'export (Chine, Afrique du Sud) et une consommation de volaille en baisse au niveau national (-1,7% sur les produits de volaille et élaborés, comparé à la même période de 2015 - *Source : Panel Kantar World Panel - 06/07/2016*),
- 2/ la faiblesse persistante des prix des produits de volaille,
- 3/ la concurrence exacerbée des produits d'importation au niveau de la « RHF Surgelé ».

Comme anticipé, les volumes commercialisés par le Groupe DUC ont également été touchés par l'implication de certains distributeurs dans la partie industrielle.

En revanche, la gamme « été » a bien fonctionné sur la fin du semestre.

L'activité en Bulgarie, à marque DUC, continue quant à elle à bien se développer avec une activité en hausse de plus de 14% au 30 juin 2016, comparée à la même période de 2015.

Compte de résultat comparatif

(en K€)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Chiffre d'affaires	85.021	91.609	180.609
Résultat opérationnel courant	(4.965)	(952)	(1.363)
Résultat opérationnel	(5.015)	(1.068)	687
Coût de l'endettement financier net	(118)	(293)	(248)
Résultat net	(5.582)	(1.335)	569
Résultat net part du Groupe	(5.616)	(1.373)	494
Résultat net par action (en €)	(3.14)	(0.77)	0.32

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de 4.965 K€, contre un résultat négatif à hauteur de 952 K€ au 30 juin 2015.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (5.582) K€, contre (1.335) K€ au premier semestre 2015.

Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2016	Engagés et en cours au 30/06/2016
Charolles Accoupage (Charolles)	103	6
Drôme Accoupage (Crest)	46	14
Duc Chailley	477	1.367
Duc Gouaix	77	164
Duc Riec	524	200
Duc Siège	213	4
Duc St Bauzély	830	440
Nutri-Bourgogne	176	47
SCEA de Varennes	38	
TOTAL	2.484	2.242

TENDANCES ET PERSPECTIVES

Les perspectives du marché sont très aléatoires à ce jour car la consommation du marché intérieur se situe à 1,4 % sur les sept premiers mois de l'année et la réouverture des frontières n'est pas validée.

Des efforts sont poursuivis sur le développement des produits segmentant tels que le certifié non-OGM, le poulet sortant à l'extérieur sans antibiotique et sans OGM et le poulet biologique, en espérant développer des ventes à l'export et notamment en Asie dans les pays restants accessibles aux produits français.

En France, deux nouveaux référencements seront effectifs sur les circuits hard-discount et freezer center pour la fin d'année avec des produits certifiés et le poulet sortant à l'extérieur.

En termes d'investissements, le site de Saint-Bauzély va pouvoir bénéficier pleinement de son investissement sur la ligne de découpe dès le mois de septembre et ainsi améliorer ses performances industrielles.

Sur Chailley, un magasin de vente directe sera ouvert à la fin du troisième trimestre et une première tranche d'investissements sur la découpe est également prévue pour début 2017.

Les effets de l'investissement réalisé sur Nutri Bourgogne devraient permettre d'améliorer les prix vifs et de retrouver un niveau de marge plus convenable au second semestre.

REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2016

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	43,37
VERNEUIL PARTICIPATIONS	463 158	24,87
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 270 955</i>	<i>68,24</i>
Centrale Coopérative Agricole Bretonne	313 333	16,82
Public	192 073	10,31
Auto-détention	86 327	4,63
TOTAL	1 862 688	100,00

PARTIES LIEES

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2015. Les conventions de trésorerie conclues entre DUC/VERNEUIL PARTICIPATIONS et DUC/FOCH INVESTISSEMENTS telles que décrite dans le rapport financier annuel 2015 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 mai 2016) et au paragraphe 31 de l'annexe consolidée demeurent inchangées.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les principaux risques et incertitudes sont ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (« Analyse des risques de marché », page 17 du rapport financier annuel 2015 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 mai 2016) et dans l'annexe consolidée des comptes semestriels (« 1.6. Présentation des états financiers »).

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

A - Etat du résultat global

Données en K€	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	85 020	91 609	180 609
Achats consommés	20	(43 859)	(46 744)	(91 934)
Charges externes	21	(25 553)	(25 884)	(52 178)
Impôts et taxes		(2 188)	(2 366)	(3 668)
Charges de personnel	22	(16 055)	(16 424)	(32 187)
Dotations aux amortissements	23	(1 360)	(1 361)	(2 754)
Dotations et reprises de provisions		(129)	(94)	(214)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis		(999)	350	(395)
Autres produits d'exploitation	24	247	285	1 712
Autres charges d'exploitation	25	(90)	(323)	(354)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(4 965)	(952)	(1 363)
Autres produits opérationnels	26			2 187
Autres charges opérationnelles	27	(50)	(116)	(137)
RESULTAT OPERATIONNEL		(5 015)	(1 068)	687
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				6
Coût de l'endettement financier brut	28	(118)	(293)	(248)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		(118)	(293)	(242)
Autres produits financiers			7	429
Autres charges financières		(213)		(292)
RESULTAT FINANCIER		(213)	7	136
Impôt sur les résultats		(236)	19	(12)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION		(5 582)	(1 335)	569
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées				
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(5 582)	(1 335)	569
Part du groupe		(5 616)	(1 373)	494
Intérêts minoritaires		34	38	75
Résultat net de base par action (en euros)	29	-3,14	-0,77	0,32
Résultat net dilué par action (en euros)	29	-3,14	-0,77	0,32
Eléments non recyclables au compte de résultat		(460)	52	3
- Perte de valeur sur immobilisations		(65)		
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		(625)	78	4
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables		230	(26)	(1)
Eléments recyclables au compte de résultat				
- Ecart de change sur la conversion des sociétés étrangères				
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables				
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		(6 043)	(1 283)	572
Part du groupe		(6 077)	(1 321)	497
Intérêts minoritaires		34	38	75

B - Etat de la situation financière

Données en K€	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
ACTIF				
ACTIFS NON-COURANTS				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	495	646	561
Immobilisations corporelles	3.6, 6	22 996	22 452	22 700
Immeubles de placement	3.7			
Autres actifs non courants	3.8, 7	1 815	2 091	1 811
Actifs d'impôts différés	3.20	()		
Actifs non courants destinés à être cédés				
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		25 306	25 189	25 072
ACTIFS COURANTS				
Actifs biologiques	3.10, 9	6 898	7 268	6 714
Stocks	3.11, 10	8 173	9 363	9 824
Clients et comptes rattachés	3.12, 11	20 034	21 210	20 908
Actif d'impôt exigible	3.12, 11	1		1
Autres actifs courants	3.12, 11	9 475	6 951	8 091
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.13, 12	4 261	428	1 358
TOTAL ACTIFS COURANTS		48 843	45 220	46 897
Actifs classés comme détenus en vue de la vente				
TOTAL ACTIF		74 149	70 409	71 969
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	13.1	7 451	7 451	7 451
Primes liées au capital		7 410	7 410	7 410
Autres réserves		(24 239)	(24 224)	(24 273)
Titres en auto-contrôle	3.14	(915)	(915)	(915)
Résultat de l'exercice		(5 616)	(1 373)	494
Participations ne donnant pas le contrôle	13.2	513	442	479
TOTAL CAPITAUX PROPRES		(15 397)	(11 209)	(9 354)
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	3.19, 14	5 417	4 538	4 708
Emprunts et dettes financières à long terme	3.16, 15	5 929	33	423
Passif d'impôts non courants	3.20	21	21	21
Autres passifs non courants	16	11 162	2	10 684
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		22 529	4 594	15 837
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme	3.19, 14	167	142	142
Emprunts à court terme	3.16, 15	26 690	20 733	25 060
Partie courante des emprunts et dettes fin. à long terme	3.16, 15	2 183	460	2 559
Fournisseurs et autres créditeurs	16	22 702	28 565	23 757
Passif d'impôt courant	16	90	2 852	110
Autres passifs courants	16	15 185	24 272	13 857
TOTAL PASSIFS COURANTS		67 016	77 024	65 485
Passifs classés comme détenus en vue de la vente				
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		74 149	70 409	71 969

C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en K€	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat net de la période		(5 582)	(1 335)	569
<u>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</u>				
- Perte de valeur des terrains en résultat				
- Amortissements et provisions		1 468	1 440	2 930
- Variation des impôts différés		230	(26)	(2)
- Plus ou moins-values de cession		35	11	(59)
Marge brute d'autofinancement		(3 848)	90	3 439
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		5 768	509	(6 405)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 920	599	(2 967)
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :</u>				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5		(34)	(33)
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(801)	(665)	(1 186)
Variation des autres immobilisations financières	7	(4)	(113)	166
Variation des dettes s/ acquisition d'actifs		()		
Cession d'immobilisations		28	104	199
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(777)	(708)	(854)
<u>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :</u>				
Emissions d'emprunts		461	242	1 086
Remboursements d'emprunts		(342)	(49)	(94)
Variation des comptes courants long terme				
Variation des autres dettes financières		(10)	(11)	2 774
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		109	182	3 766
Incidence des variations de cours des devises				
Variations de trésorerie		1 252	73	(55)
Trésorerie d'ouverture	3.13, 12	(18 738)	(18 683)	(18 683)
Trésorerie de clôture	3.13, 12	(17 486)	(18 610)	(18 738)

D - Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Autres produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels / avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/14 *	1 862 688	7 451	7 410	(26 218)	1 921	21	(915)	(10 330)	404	(9 926)
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2015				(1 373)				(1 373)	38	(1 335)
Autres éléments du résultat global						52		52		52
Résultat global				(1 373)		52		(1 321)	38	(1 283)
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/15	1 862 688	7 451	7 410	(27 591)	1 921	73	(915)	(11 651)	442	(11 209)
Résultat net du 2 ^{ème} semestre 2015				1 867				1 867	37	1 904
Autres éléments du résultat global						(49)		(49)		(49)
Résultat global				1 867		(49)		1 818	37	1 855
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/15	1 862 688	7 451	7 410	(25 724)	1 921	24	(915)	(9 833)	479	(9 354)
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2016				(5 616)				(5 616)	34	(5 582)
Autres éléments du résultat global					(44)	(417)		(460)		(460)
Résultat global				(5 616)	(44)	(417)		(6 077)	34	(6 043)
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/16	1 862 688	7 451	7 410	(31 340)	1 877	(393)	(915)	(15 910)	513	(15 397)

* Les données comparatives de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2015

E - Notes annexes aux états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

(en milliers d'euros sauf indication différente)

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1. Présentation du groupe

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme d'une société à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sens sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La Société DUC, mère du Groupe, est non seulement une société holding mais elle exerce également des activités économiques propres pour les activités poulet et panés fromagers puisque DUC exploite les couvoirs de Charolles et de Crest ainsi que les unités d'abattage, de découpe et de conditionnement de volailles situées à Chailley et Saint Bauzély, ainsi qu'une unité de transformation de produits élaborés à Gouaix. L'activité dinde est maintenant gérée par une de ses filiales dédiée, la société VOLEFI.

DUC maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production de poulets, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Les éleveurs sont des prestataires de service liés par un contrat d'exclusivité à la Société DUC. Ils sont rémunérés en fonction de trois critères principaux qui sont leur performance, le respect du cahier des charges et la qualité des produits. DUC reste propriétaire du cheptel et fournit l'aliment aux éleveurs.

Cet aliment est fabriqué par la filiale NUTRI-BOURGOGNE, pour environ 98 % de la consommation, qui achète ses céréales auprès des agriculteurs locaux pour le blé et les pois, des grands groupes céréaliers français pour le maïs et des négociants internationaux pour le soja.

VOLEFI se fournit en dindes auprès d'une filiale de la CECAB en volaille abattues et se charge des opérations de découpe et /ou de transformation.

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de produits élaborés, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence.

DUC commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe, en son nom ou pour le compte de VOLEFI pour les produits de dinde.

Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes, saucisses et produits épicés.

DUC adapte ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

Le positionnement de la société DUC est essentiellement national et bien distinct de celui des produits standards puisque fondé sur une démarche de certification, reconnue et encadrée par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

1.2. Faits majeurs de l'exercice

La multiplication des cas d'influenza aviaire dans le Sud-ouest de la France a marqué profondément l'activité de DUC au cours des six premiers mois de 2016.

Le blocage des frontières de nombreux pays comme la Chine et l'Afrique du Sud a provoqué un effondrement des cours de nombreux produits de volailles qui leur étaient essentiellement destinés et l'étiollement au fur et à mesure sur le marché français à cause de l'afflux de marchandises. D'autres produits, comme les pattes de poulet, se sont retrouvés sans marché.

Face à cette situation extrêmement préjudiciable sur le plan du chiffre d'affaires et de la rentabilité, DUC a dû écouler de gros volumes de produits à des prix de dégagements ou de promotions très attractives pour éviter une évolution significative de ses stocks de produits congelés.

En parallèle, un contrat de crédit-bail mobilier a permis de programmer quelques investissements destinés à améliorer sa compétitivité.

Il est à noter également que la concentration d'acteurs de la distribution est un élément très négatif pour DUC qui n'est pas positionné sur le segment des produits standards et qui s'est vu déréférencer d'office dans certains cas.

1.3. Perspectives d'avenir

Les perspectives du marché sont très aléatoires à ce jour car la consommation du marché intérieur se situe à -1,4 % sur les sept premiers mois de l'année et la réouverture des frontières n'est pas validée.

Des efforts sont poursuivis sur le développement des produits segmentants tels que le certifié non-OGM, le poulet sortant à l'extérieur sans antibiotique et sans OGM et le poulet biologique, en espérant développer des ventes à l'export et notamment en Asie dans les pays restants accessibles aux produits français.

En France, deux nouveaux référencements seront effectifs sur les circuits hard-discount et freezer center pour la fin d'année avec des produits certifiés et le poulet sortant à l'extérieur.

En termes d'investissements, le site de Saint-Bauzély va pouvoir bénéficier pleinement de son investissement sur la ligne de découpe dès le mois de septembre et ainsi améliorer ses performances industrielles.

Sur Chailley, un magasin de vente directe sera ouvert à la fin du troisième trimestre et une première tranche d'investissements sur la découpe est également prévue pour début 2017.

Les effets de l'investissement réalisé sur Nutri Bourgogne devraient permettre d'améliorer les prix vifs et de retrouver un niveau de marge plus convenable au second semestre.

1.4. Répartition du capital au 30 juin 2016

Actionnaires	Nombre de titres		Total	% du capital
	Au porteur	Au nominatif		
Financière Duc		807 797	807 797	43,37%
Verneuil Participations		463 158	463 158	24,87%
Verneuil et associés		1	1	0,00%
Sous total Groupe Verneuil		1 270 956	1 270 956	68,23%
CECAB		313 333	313 333	16,82%
Public	183 836	8 236	192 072	10,31%
Auto détention	86 327		86 327	4,63%
TOTAL	270 163	1 592 525	1 862 688	100,00%

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil.

1.5. Principes comptables

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2016 au 30/06/16 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Les normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016.

1.6. Présentation des états financiers consolidés

1.6.1. Généralités

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées.

Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4. Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

1.6.2. Continuité d'exploitation :

Les comptes de la Société ont été établis au 30 juin 2016 en application du principe de continuité de l'exploitation, compte tenu des éléments et hypothèses suivants :

- A ce jour, la continuité d'exploitation est prévue sur l'ensemble des sites.
- L'homologation à obtenir du Tribunal de commerce d'Evry d'un accord de conciliation en cours de finalisation, aux termes duquel les actionnaires actuels de la Société et le groupe Plukon se sont engagés à la réalisation des opérations mentionnées ci-après.
- Les procédures de conciliation ouvertes à l'égard des sociétés Foncière Duc et Voléfi, par ordonnances du Président du Tribunal de commerce de Sens en date du 11 octobre 2016, pour une durée de 4 mois, soit jusqu'au 10 février 2017.
- Le Conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 12 décembre 2016, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire visant notamment à décider des augmentations de capital suivantes :
 - o une augmentation de capital réservée à CECAB d'un montant total (prime d'émission incluse) de 2 millions euros, à souscrire par compensation de créances détenues par CECAB sur la Société, et

- une augmentation de capital réservée au groupe Plukon d'un montant total (prime d'émission incluse) de 11 millions d'euros, à souscrire en numéraire.

Ces augmentations de capital devraient être réalisées d'ici fin janvier 2017.

- De l'engagement de Verneuil Participations et Financière Duc de voter en faveur des résolutions afférentes à cette opération qui seront proposées à l'assemblée générale extraordinaire susvisée.
- De l'engagement du groupe Plukon compris dans une convention de souscription du 12 décembre 2016 à souscrire à l'augmentation de capital réservée visée ci-dessus.

Il est précisé que l'engagement de souscription du au groupe Plukon est notamment conditionné à :

- l'autorisation par l'Autorité de la Concurrence de l'opération de concentration constituée par la prise de contrôle majoritaire de la Société par le nouvel Investisseur ;
 - l'obtention d'une décision de dérogation, par l'Autorité des Marchés Financiers, à l'obligation de déposer un projet d'offre publique suite au franchissement à la hausse du seuil de 30% du capital et des droits de vote de la Société par le nouvel Investisseur.
- De l'engagement du groupe Plukon d'apporter en compte courant, sur deux ans, en sus de l'augmentation de capital réservée ci-dessus, un montant de 20 millions d'euros destiné aux investissements afin d'augmenter la production du groupe Duc et à améliorer son outil industriel.
 - Un abandon par les principaux créanciers de la Société (y compris Foch Investissement et CECAB) de tout ou partie de leurs créances, pour un montant total d'abandon d'environ 13,5 millions d'euros, et un rééchelonnement des dettes pour 4,1 millions d'euros.

L'ensemble de ces mesures constituent les conditions nécessaires permettant d'assurer le règlement du passif échu après constatation des abandons évoqués ci-dessus, le financement des besoins d'exploitation et des investissements de la Société et par voie de conséquence de lever l'incertitude portant sur la continuité d'exploitation. Dans le cas inverse, l'application des principes comptables généralement admis en France dans un contexte de continuité d'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer non appropriée.

2. MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Estimations de la Direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêt des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

2.2. Règles de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

2.3. Date d'arrêté des comptes

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30/06/16.

2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Écarts de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

3.2. Résultat opérationnel

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

3.3. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	1 à 50 ans linéaire
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

3.6.3. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

3.7. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

3.7.1. Comptabilisation des contrats de location-financement

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

3.7.2. Comptabilisation des contrats de location simple

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3.8. Autres actifs financiers

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts à long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

3.9. Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

3.10. Actifs biologiques

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couvrir
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couvrir produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couvrir sont évalués ainsi :
 - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
 - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
 - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;

- Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

Les futurs reproducteurs et reproducteurs constituent des éléments de la filière amont de l'œuf à couver dont le prix de revient est inférieur à son prix de marché. Le facteur déclenchant une éventuelle dépréciation serait la constatation d'un prix de marché de l'œuf à couver qui deviendrait inférieur au prix de revient.

Les sources externes utilisées pour la valorisation des actifs biologiques sont déterminées sur la base des dernières transactions réalisées avec des intervenants extérieurs. Au cas précis, ils sont les suivants :

- Les prix de marché d'œufs à couver au départ du département de l'Yonne.
- Les prix de marché du poulet standard vif dans le département de l'Yonne.

Par ailleurs, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

3.11. Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au plus bas du prix de revient et du prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

3.12. Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

3.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

3.14. Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.15. Pertes de valeur des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Conformément à IAS 36 et IFRS 13, sur la base de l'évaluation faite par BNP sur les actifs immobiliers en 2014 et celle faite par Chetwod début 2016 sur les biens mobiliers, il n'y a pas de dépréciation d'actifs à comptabiliser.

3.15.1. Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

3.15.2. Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

3.16. Passifs financiers et instruments dérivés

3.16.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts et dettes financières long terme » du bilan.

3.16.2. Instruments hybrides et instruments dérivés

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

3.17. Gestion des risques

La politique de DUC est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives. Les instruments financiers utilisés ont pour seul objectif de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

3.17.1. Risque de dépendance lié à l'augmentation des prix et à l'éventuelle pénurie des matières premières

La fluctuation du prix des matières premières qui entrent dans l'alimentation des volailles et qu'il n'est pas toujours possible de répercuter sur les prix de vente peut affecter les résultats de DUC.

C'est pourquoi, pour minimiser le risque, il est procédé à des achats à terme afin de couvrir au maximum les besoins.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 30/06/16 est de 63,42 % de nos besoins estimés pour le second semestre 2016.

Le tonnage total pour ces matières premières est de 62 000 tonnes.

3.17.2. Risque de liquidité

La dette bancaire figurant au passif du bilan de DUC au 30/06/16 est constituée exclusivement en euros.

Les dettes ne sont pas assorties de « covenants ».

Au vu de la situation financière de la société et de ses fonds propres, la capacité d'accès au crédit est limitée. En conséquence, sa dette financière est faible.

Le Groupe DUC opte pour des modes de financement différents notamment pour le crédit-bail lorsqu'il s'agit de financer des matériels.

Pour le financement de ses besoins en trésorerie, le Groupe fait appel à l'affacturage et à l'escompte.

3.17.3. Risque de taux d'intérêts

Au 30/06/16, la Société DUC ne détient pas d'emprunt à taux variable, elle n'a donc pas de couverture du risque de taux.

3.17.4. Risque de change

Les risques de change sont quasi inexistant car le marché de DUC est essentiellement concentré sur la zone euro. Les clients du Royaume Uni qui représentent 1,3% du chiffre d'affaires de DUC sont facturés en livres sterling. DUC ne pratique pas d'achat en devises.

Duc détient des titres de filiales ou participations (DRB) en devises (leva) mais aucun risque de change n'y est associé.

DUC n'a donc pas souscrit de couverture du risque de change.

3.17.5. Risque sur actions

DUC détient, au 30/06/16, 86 327 actions, représentant 4,63% du capital, pour une valeur totale d'achat de 914 645,80 € et dont la valeur de marché était, à cette date, de 86 889 €.

La sensibilité du résultat de DUC à une baisse de valeur des titres auto-détenus peut donc être aisément estimée puisqu'en lien unique avec le résultat de la société.

3.18. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme

3.18.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits qui seront acquis par les salariés au moment de leur départ en retraite. Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. L'âge de départ à la retraite est de 62 ans.

Le taux d'actualisation retenu par le Groupe DUC pour le calcul des engagements sociaux au 30/06/16 est le taux iBoxx corporates AA10+€ arrondi à 1,10% pour les IFC (2% au 31/12/15). Conformément aux préconisations de la norme IAS 19, ces taux sont donc proches des taux des obligations long terme sur le marché financier de maturité comparable à la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés du Groupe DUC.

Le taux de revalorisation des salaires retenu par le Groupe DUC est de 0,5% pour les cadres et agents de maintenance, 0,8% pour les employés et ouvriers.

3.18.2. Indemnités de cessation de services

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

3.18.3. Autres avantages à long terme

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

3.19. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

3.20. Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2016

4.1. Liste des sociétés du périmètre

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	(1 245)
Sociétés consolidées					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100	100	IG	23
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	66	66	IG	13
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100	100	IG	81
FONCIERE DUC, 89 Chailley	448 423 053	100	100	IG	76
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	100	100	IG	6
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100	100	IG	(1)
VOLEFI, 89 Chailley	817 407 919	100	100	IG	(2 828)
OMEGA, 89 Chailley	817 407 596	100	100	IG	()
DRB, Bulgarie		51	51	IG	61

IG : intégration globale

La société Dialzo, dont Duc détient 38.77% du capital, est en liquidation judiciaire. Cette société est déconsolidée depuis le 01/07/09.

La société ALPHA a changé de dénomination sociale. Il s'agit désormais de la société VOLEFI.

4.2. Variations du périmètre

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Données en K€	31/12/15	Augmentation	Diminution	30/06/16
Concessions, brevets et droits similaires	1 452			1 452
Droit au bail	60			60
Immobilisations incorporelles brutes	1 512			1 512
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(951)	(66)		(1 017)
Amortissements / immobilisations incorporelles	(951)	(66)		(1 017)
Concessions, brevets et droits similaires	501			435
Fonds commercial	60			60
Immobilisations incorporelles nettes	561			495

Il n'y a pas actuellement de programmes de développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Données en K€	31/12/15	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Autres variations	30/06/16
Terrains	2 044			65	2 109
Aménagements de terrains	90			(65)	25
Constructions	31 605	215	(114)	14	31 720
Constructions sur sol d'autrui	1 049	184			1 233
Matériel & outillage	25 985	228	(1 999)	(6 407)	17 807
Autres immobilisations corporelles	756	6	(39)		723
Immobilisations corporelles en cours	294	167		(212)	249
Immobilisations corporelles brutes	61 823	801	(2 152)	(6 605)	53 867
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	()				
Amortissements des constructions	(19 052)	(584)	114		(19 523)
Amort. des constructions sur sol d'autrui	(631)	(24)			(656)
Amortissements du matériel & outillage	(18 825)	(646)	1 936	7 458	(10 077)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(615)	(39)	39		(615)
Amort. / immobilisations corporelles	(39 123)	(1 294)	2 088	7 458	(30 870)
Terrains	2 044				2 109
Aménagements de terrains	90				25
Constructions	12 553				12 198
Constructions sur sol d'autrui	418				578
Matériel & outillage	7 160				7 730
Autres immobilisations corporelles	141				109
Immobilisations corporelles en cours	294				249
Immobilisations corporelles nettes	22 700				22 996
Dont immobilisations en crédit-bail	1 001				4 947
Terrains	15				15
Constructions	238				214
Matériel et outillage	741				4 716

Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur).

Le solde des autres variations, soit 853 K€, correspond :

- A la perte de valeur sur immobilisations passée en capitaux propres réalisée par DUC suite à la mise en place d'un lease-back.
- A l'augmentation de valeur des immobilisations passée en produits constatés d'avance réalisée par VOLEFI suite à la mise en place d'un lease-back.

7. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Données en K€	31/12/15	Augmentation	Diminution	30/06/16
Titres de participation	143			143
Autres immobilisations financières	1 802	4		1 806
Actionnaires : capital appelé non versé	9			9
Autres actifs non courants bruts	1 955	4		1 959
/ Titres de participation	(143)			(143)
Dépréciations /autres actifs non courants	(143)			(143)
Titres de participation				
Autres immobilisations financières	1 802	4		1 806
Actionnaires : capital appelé non versé	9			9
Autres actifs non courants nets	1 811	4		1 815

Les titres de participations correspondent à ceux de la société Dialzo dont Duc détient 38.77% du capital. Cette société, en liquidation judiciaire, est déconsolidée depuis le 01/07/09. Les titres sont intégralement dépréciés dans DUC.

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 7% de l'encours clients cédé.

8. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Au 30/06/16, comme au 30/06/15 et au 31/12/15, aucun impôt différé n'a été activé sur les déficits du groupe fiscal Duc.

Aucun impôt différé actif n'est comptabilisé et tout impôt différé qui est présenté en « Other comprehensive income » trouve sa contrepartie en résultat.

Le montant des impôts différés potentiellement activables au titre des déficits reportables s'élève à 15 969 K€, correspondant à un stock de déficits reportables de 47 907 K€. Il s'élevait, au 31/12/15, à 14 399 K€, correspondant à un stock de déficits reportables de 43 195 K€.

9. ACTIFS BIOLOGIQUES

Données en K€	30/06/16	30/06/15	31/12/15
Futurs reproducteurs	280	420	406
Reproducteurs	967	845	896
Œufs à couvrir	686	509	480
Volailles de chair	4 965	5 494	4 932
Actifs biologiques bruts	6 898	7 268	6 714

Les actifs biologiques ne font l'objet d'aucune dépréciation.

10. STOCKS

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	5 514	5 333	5 985
Produits intermédiaires finis	3 088	5 036	4 545
Stocks et en-cours bruts	8 602	10 369	10 531
Dépréciations / Stocks M, fournitures et aut. Approv.	(6)	(7)	(35)
Dépréciations / produits intermédiaires finis	(423)	(999)	(672)
Dépréciations / stocks et en-cours	(429)	(1 006)	(707)
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	5 508	5 326	5 950
Produits intermédiaires finis	2 665	4 037	3 874
Stocks et en-cours nets	8 173	9 363	9 824

11. CREANCES

11.1. Détail des créances

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	20 198	21 362	21 065
Avances et acptes versés sur commandes	685	461	108
Créances fiscales et sociales	5 996	5 086	5 916
Actif d'impôt exigible	1		1
Autres créances	2 073	1 108	1 993
Charges constatées d'avance	747	320	99
Créances brutes	29 699	28 337	29 182
Dépré / clients et comptes rattachés	(164)	(152)	(157)
Dépré / autres créances	(24)	(24)	(24)
Dépréciations / Créances	(188)	(176)	(181)
Clients et comptes rattachés	20 034	21 210	20 908
Actif d'impôt exigible	1		1
Avances et acptes versés sur commandes	685	461	108
Créances fiscales et sociales	5 996	5 086	5 916
Autres créances	2 048	1 084	1 969
Charges constatées d'avance	747	320	99
Autres actifs courants	9 475	6 951	8 091
Créances nettes	29 511	28 161	29 000

11.2. Echancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

11.3. Décomposition de la trésorerie brute

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Comptes à terme et actions			
Disponibilités	4 261	428	1 358
Trésorerie brute	4 261	428	1 358

11.4. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Trésorerie brute	4 261	428	1 358
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	(21 747)	(19 039)	(20 096)
Trésorerie nette	(17 486)	(18 611)	(18 738)

12. CAPITAUX PROPRES

12.1. Capital social

Libellés	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Nombre de titres	1 862 688	1 862 888	1 862 688
Valeur nominale (en euros)	4	4	4
CAPITAL SOCIAL (en euros)	7 450 752	7 451 552	7 450 752
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	86 327	86 327	86 327
Nombre d'actions en circulation	1 776 361	1 776 561	1 776 361

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2015 n'est prévue en 2016.

Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

12.2. Participations ne donnant pas le contrôle

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Réserves	479	404	404
Résultat	34	38	75
Participations ne donnant pas le contrôle	513	442	479

13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

13.1. Variation des provisions court terme et long terme

Données en K€	PROVISIONS LONG TERME			TOTAL	PROVISIONS COURT TERME			TOTAL
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme		Provisions pour litiges prud'hommaux	Provisions pour amendes et pénalités	Autres provisions pour risques et charges	
Valeur au 31/12/15	4 418	254	37	4 708	132	10		142
Augmentation des provisions	166	20		186	86			86
Variation par capitaux propres	625			625				
Montants repris non utilisés					(47)			(47)
Montants repris utilisés	(97)	(5)		(102)	(14)			(14)
Valeur au 30/06/16	5 112	268	37	5 417	157	10		167

13.2. Provisions pour indemnités de départ en retraite

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Montant de la provision à l'ouverture de la période	4 418	4 260	4 260
(Gains) ou pertes actuariels générés	625	(63)	22
Other Comprehensive Income	625	(63)	22
Coût des services	112	112	221
Coût net d'intérêt sur la provision	55	41	84
Prestations payées par l'employeur	(97)	(103)	(169)
Impact sur le résultat	69	50	136
Montant de la provision à la clôture de la période	5 112	4 247	4 418

14. PASSIFS FINANCIERS

14.1. Endettement net

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 929	493	423
Autres emprunts et dettes financières	2 183		2 559
Découverts bancaires	21 747	20 733	20 096
Comptes courants divers *	4 946	2 098	4 967
Dettes financières	34 804	23 324	28 044

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dettes financières	34 804	23 324	28 044
Trésorerie active	(4 261)	(428)	(1 358)
Endettement net	30 543	22 896	26 686

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : 5.30%

Taux d'emprunt à court terme : Euribor 3 mois + 0.95%

* Les dettes financières comprennent :

- le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€ au 30/06/16, 31/12/15 et 30/06/15 ;
- le compte courant FOCH INVESTISSEMENT à hauteur de 2 896 K€ au 31/12/15 et 96 K€ au 30/06/15.

14.2. Echéance des passifs financiers

Données en K€	Montant	A 1 mois au plus	Entre 1 et 3 mois	> 3 mois	Sous-total moins d'un an	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit	à plus d'un an à l'origine	1 127		6	6	1 122	
	à un an maximum à l'origine	21 747	21 747		21 747		
Dettes financières de crédit-bail	4 802	209	3	658	870	3 931	
Autres dettes financières	2 183			2 183	2 183		
Comptes courants divers	4 946			4 800	4 800	146	
	30/06/2016	34 804	21 956	3	7 646	29 605	5 199
	31/12/2015	28 044	20 097	4	7 379	27 480	564
	30/06/2015	23 324	19 042	10	4 237	23 289	35

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 17 334 K€ (18 204 K€ au 31/12/15).

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société Duc.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des besoins de trésorerie, la quasi-totalité du poste client Duc est cédée (de même qu'au 31/12/15).

Les charges financières s'élèvent à 143 K€. Les commissions d'affacturage de 50 K€.

15. AUTRES PASSIFS NON COURANTS ET COURANTS

15.1. Détails des autres passifs non courants

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dettes fournisseurs	352		350
Dettes sociales	8 329		7 823
Dettes fiscales	12		
Etat - impôts sur les bénéfices	2 467		2 509
Partie long terme des comptes courants hors groupe	2	2	2
Autres passifs non courants	11 162	2	10 684

Les autres passifs non courants (hors comptes courants) concernent les dettes liées au moratoire et ont une échéance comprises entre 1 et 6 ans.

15.2. Détail des autres passifs courants

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dettes fiscales et sociales courantes	12 795	20 359	11 803
Dettes s/ acquis. d'actifs	4		4
Autres dettes courantes **	594	910	1 092
Produits constatés d'avance *	1 792	907	959
Autres passifs courants	15 185	22 176	13 857

* Les produits différés correspondent à des subventions sur immobilisations et à la plus-value de 918 K€ réalisée sur le lease-back et étalée sur cinq ans.

** Les comptes courants hors groupe, classés en « autres passifs courants » dans les états financiers publiés au 30/06/15, sont désormais classés en dettes financières (les comptes 2015 ont été retraités à des fins de comparaison pour 2 096 K€).

15.3. Echancier des passifs courants et non courants d'exploitation

Données en K€	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	23 603	12 795	10 808	
Produits constatés d'avance *	1 792	1 034	418	341
Autres dettes courantes **	600	598		2
30/06/2016	25 995	14 426	11 226	343
31/12/2015	24 192	12 789	10 939	463
30/06/2015	22 178	10 143	8 243	3 792

* Les produits différés correspondent à des subventions sur immobilisations et à la plus-value réalisée sur le lease-back de 918 K€ et étalée sur cinq ans.

** Les comptes courants hors groupe, classés en « autres passifs courants » dans les états financiers publiés au 30/06/15, sont désormais classés en dettes financières (les comptes 2015 ont été retraités à des fins de comparaison pour 2 096 K€).

16. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATIONS NETTES (données en K€)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Variation des actifs biologiques	(183)	(628)	(75)
Variation des stocks	1 651	688	227
Variation des clients	874	390	(602)
Variation de l'actif d'impôt exigible	()	3	2
Variation des autres actifs courants	3 616	1 115	192
Variation des fournisseurs	(1 054)	(589)	(5 030)
Variation des passifs d'impôt courants	(62)	362	128
Variation des autres passifs courants	927	(832)	(1 248)
TOTAUX	5 768	509	(6 405)

17. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Le Groupe est notamment un opérateur national référencé sur une large gamme de produits élaborés à partir de volaille (poulet ou dinde).

La nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre-service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

De plus, Duc dispose d'un département commercial unique basé sur le site de Chailley qui a la responsabilité de commercialiser l'ensemble de la gamme auprès de nos clients.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la transformation et la commercialisation de produits à base de volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

18. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Ventes de marchandises	646		646	597	1 361
Production vendue de biens	79 940	3 920	83 860	90 758	178 250
Production vendue de services / activités annexes	1 185	1	1 186	1 097	2 296
Frais de publicité	(635)	(39)	(674)	(843)	(1 298)
TOTAUX	81 138	3 882	85 020	91 609	180 609

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
France	92,9%	94,0%	93,4%
Bénélux	1,1%	1,5%	1,7%
Autres	6,0%	4,5%	4,9%
TOTAUX	100%	100%	100%

19. ACHATS CONSOMMES

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 624)	(968)	(3 441)
Achats de marchandises	(671)	(1 196)	(1 323)
Achats de mat prem et autres approv	(41 563)	(44 580)	(87 171)
Achats consommés	(43 859)	(46 744)	(91 934)

20. CHARGES EXTERNES

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Sous-traitance	(826)	(1 022)	(1 949)
Locations	(600)	(510)	(1 067)
Entretien	(2 785)	(2 330)	(5 077)
Primes d'assurances	(232)	(254)	(487)
Personnel détaché et interimaire	(3 010)	(3 732)	(7 296)
Transport	(6 740)	(6 658)	(13 400)
Déplacements, missions et réceptions	(118)	(122)	(222)
Autres achats et services extérieurs	(11 242)	(11 256)	(22 680)
Charges externes	(25 553)	(25 884)	(52 178)

Au 30/06/16, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 7 727K€ (14 992 K€ au 31/12/15) et le façonnage confié à des prestataires (abattage des dindes,

...)
1 581 K€ (3 573 K€ au 31/12/15).

pour

21. CHARGES DE PERSONNEL

21.1. Charges de personnel

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Rémunérations du personnel	(11 449)	(11 889)	(23 236)
Charges de sécurité sociales et de prévoyance	(4 606)	(4 535)	(8 951)
Charges de personnel	(16 055)	(16 424)	(32 187)

21.2. Crédit d'impôt compétitivité emploi

Le CICE a été comptabilisé en compte 645 et représente un impact de 625 K€ (1 113 K€ pour l'exercice 2015).

22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(66)	(88)	(1 045)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(1 294)	(1 273)	(1 710)
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(1 360)	(1 361)	(2 754)

23. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Prix de cession des éléments d'actifs cédés	28	104	199
Subventions d'exploitation	104	60	164
Autres produits d'exploitation	115	121	1 350
Autres produits d'exploitation	247	285	1 712

Au 31/12/15, les autres produits d'exploitation comprennent une cession de droits à certificats d'énergie pour 1 078 K€ suite à des investissements permettant des économies d'énergie sur le site de Chailley.

24. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	(63)	(115)	(140)
Autres charges d'exploitation	(27)	(208)	(215)
Autres charges opérationnelles	(90)	(323)	(354)

25. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Au 31/12/15, les autres produits opérationnels concernent exclusivement des abandons de créances.

26. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

Les autres charges opérationnelles comprennent les honoraires liés à la restructuration pour 50 K€ (137 K€ au 31/12/15).

27. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Données en K€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Charges d'intérêts bancaires	(115)	(292)	(245)
Charges d'intérêts sur crédit-bail	(3)	(1)	(3)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(118)	(293)	(248)

28. RESULTATS PAR ACTION

Libellés	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	(5 582)	(1 373)	569
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 776	1 776	1 776
Nombre moyen d'actions dilué	1 776	1 776	1 776
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	-3,14	-0,77	0,32
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	-3,14	-0,77	0,32

Au 30/06/16, le capital est composé de 1 862 688 actions de 4,00 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 86 327 actions. Il s'élève donc au 30/06/16 à 1 776 361 actions.

29. ENGAGEMENTS

29.1. Engagements financiers reçus

Le solde de l'emprunt de 413 K€ consenti par la Société générale le 22/04/08 garanti par la CECAB a été contre-garanti par Foch Investissement à la signature du protocole de conciliation.

29.2. Engagements financiers donnés

- Apport de garanties et privilèges lors du protocole de conciliation pour le remboursement du moratoire et de la créance CECAB de 552 K€.
- Nantissement de la marque DUC, des titres de sa filiale Nutri Bourgogne, et les titres de sa filiale Foncière Duc.

30. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL Participations signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor +0.5% avec un plafond de 3 000 K€. Le solde du compte courant au 30/06/16 est de 60 K€. Celle conclue entre DUC et FOCH INVESTISSEMENTS, signée en septembre 2006 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor à 3 mois + 0,5% avec un plafond de 1M€. Le solde du compte-courant au 30/06/16 est de (96 K€).

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22/04/2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est rémunéré depuis le 23/04/15. L'encours fournisseur avec la CECAB est de 5 302 K€ (6 740 K€ au 31/12/15). Les charges liées à l'activité sont de 10 914 K€ (24 501 K€ au 31/12/15), et les charges financières sont de 29 K€ (111 K€ au 31/12/15). Des intérêts de compte courant sont calculés depuis le 23/04/15 et s'élèvent à 21 K€ pour le 1^{er} semestre (taux de 2,13%).

31. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf note 15).

Le tribunal de commerce de Périgueux a mandaté, à la demande de l'administrateur judiciaire en charge du dossier DIALZO, un expert judiciaire qui souhaite des informations concernant les mouvements de titres DIALZO et des prétendus engagements d'achats de graines de soja extrudé qui n'auraient pas été éventuellement tenus par DUC. Aucune demande contentieuse n'a été formulée à ce jour.

Les pénalités estimées à 1 328 K€ au 31/12/15, relatives aux dettes sociales et fiscales échues n'ont pas été provisionnées car DUC en demandera une remise totale.

32. EVENEMENTS POST CLOTURE

Alors que la situation semblait se rétablir en vue de la réouverture des frontières, plusieurs cas d'influenza aviaire dans le Sud-Ouest de la France compromettent à nouveau les espoirs de la filière.

Cette situation préoccupante sur le plan sanitaire risque d'avoir des conséquences sur la campagne de Noël et probablement sur le 1^{er} semestre 2017.

Les autres événements survenus au cours de cette période figurent au 1.6.2. Continuité d'exploitation.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

Exponens synergie-Audit
20, rue Brunel
75017 Paris

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

DUC

Société Anonyme

Grande Rue
89770 CHAILLEY

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Comptes consolidés condensés
Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note « 1.6.2. Continuité d'exploitation » de l'annexe précise les mesures déjà réalisées ainsi que les hypothèses permettant de lever l'incertitude portant sur la continuité de l'exploitation du groupe DUC.
- La note « 32 Passifs éventuels » de l'annexe précise les raisons pour lesquelles les pénalités estimées relatives aux dettes fiscales et sociales échues au 30 juin 2016 n'ont pas fait l'objet d'un provisionnement.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 19 décembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

Exponens Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Nathalie Lutz

Vincent Blestel